

## Maroc: Fort risque social selon The Economist

24/03/2009

Une prévision qui est due aux perspectives économiques «moroses» du pays liées à la mauvaise conjoncture que connaissent ses principaux marchés d'exportation. Et si le Maroc a fini l'année 2008 avec un budget excédentaire, les analystes prévoient un retour au déficit entre 2009 et 2010.

Le rapport qui vient d'être publié ce mois-ci prévoit un redressement en 2010 avec une accélération de la croissance à 3,3% grâce au rétablissement de la demande mondiale. L'analyse du pays par les économistes d'EIU ne s'arrête pas là. Ces derniers dressent un tableau bien sombre de la situation économique du Maroc. En gros, le pays devrait connaître cette année des troubles sociaux causés par les «inégalités économiques». La pauvreté, le chômage et l'inflation sont des facteurs qui devraient accentuer le mécontentement de la population. Le dernier rapport d'EIU traite, en effet, du thème du risque social dû à ce que le rapport appelle «la détresse économique». Le rapport indique que la consommation des ménages s'affaiblira sous l'effet du chômage, qui soit dit en passant, serait amené à augmenter, et les aides publiques n'aideront en rien à cause des «ressources limitées, de la bureaucratie et de la corruption qui ronge le système public». Toutes ces données pessimistes sont en lien avec une analyse plus large des différentes économies mondiales surfond de crise internationale.

Selon le rapport, les marchés émergents seront inévitablement touchés par la morosité économique contrairement au courant qui affirme le contraire invoquant la différence des modèles économiques entre les pays du nord et ceux du sud. Les économies en développement restent exposées à cause des facteurs de vulnérabilité qu'elles affichent. Le rapport les classe en trois catégories : la première est celle des économies où la croissance est soutenue par l'expansion du crédit et la valorisation des actifs financiers, la deuxième concerne les pays dont l'économie est liée à la croissance mondiale et la troisième compte les économies dont la monnaie est indexée sur les devises (dollar ou euro) comme c'est le cas du Maroc. Le royaume comme ses voisins africains ainsi que le Moyen-Orient, la Russie et l'Amérique latine tombent dans cette dernière catégorie. De plus, le Maroc, selon le rapport, cumule d'autres facteurs de vulnérabilité relevant des autres catégories (Voir tableau avec le détail des facteurs de risque).

Le rapport d'EIU a, par ailleurs, établi un classement du risque à travers le monde. Par risque, les analystes désignent la vulnérabilité à l'instabilité sociale et politique due à la dégradation des conditions économiques. Pour évaluer la situation économique, le classement se base sur trois indicateurs : la croissance des revenus, le revenu par habitant et le taux de chômage. En termes de risque, le Maroc occupe le 98e rang, sur un total de 164 pays. Le pays le plus risqué étant le Zimbabwe et le moins risqué, la Norvège. Le Maroc est ainsi jugé plus «risqué» que la Tunisie, l'Egypte ou encore la Jordanie, mais moins risqué que la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Algérie, la Bulgarie ou le Mexique. Ceci dit, le Maroc a régressé en terme de classement, puisque son score de risque a augmenté de 4,5 points en 2007 à 5,6 points en 2008. Le Maroc est pénalisé dans ce classement par les facteurs de vulnérabilité sous-jacente plutôt que par sa situation économique réelle. En conclusion, EIU indique que pour le moment, cava, mais qu'il faut s'attendre au pire dans les années avenir.

Ichrak Moubsit

Source: Le Soir Echos

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=2047>